

# L'Europe finance plus de quoi dégrader la biodiversité que pour la protéger

Dans une récente analyse des budgets prévisionnels de la Commission européenne, le WWF estime que jusqu'à 49 milliards d'euros dépensés chaque année sont « nuisibles à la biodiversité ». Alors même que près de 20 milliards manquent pour la protéger.



Près des deux tiers des aides prévues par la Politique agricole commune encouragent une agriculture industrielle et non durable, estime le WWF.

© Nikolay N. Antonov

Le montant des subventions européennes qualifiées de « nuisibles à la biodiversité » dépassent – de loin – les fonds qu'ils restent à débloquer pour lui fournir une protection digne de ce nom. C'est en tout cas ce qu'avance la branche européenne du Fonds mondial pour la nature (WWF) dans un rapport (1) réalisé par le cabinet Trinomics et publié le 17 mai.

## Près d'un tiers de dépenses nuisibles à la nature

Pour arriver à cette conclusion, l'ONG a souhaité passer au crible le Cadre financier pluriannuel de la Commission européenne (ou EU MFF), pour la période 2021 à 2027, qui encadre l'élaboration des budgets annuels. Celui-ci, approuvé en 2018, prend en compte mille milliards d'euros de dépenses (sans compter sur les 750 milliards supplémentaires validés en 2020 avec le plan Next Generation EU), soit 150 à 170 milliards par an. De cette enveloppe, le WWF estime qu'entre 34 et 49 milliards sont dépensés chaque année pour financer directement des activités ou des projets « *contribuant de manière significative [directement ou indirectement] à la destruction de la biodiversité* ».

Parmi elles, elle compte près des deux tiers des aides prévues par la Politique agricole commune (PAC) « *encourageant une agriculture industrielle et non durable* », soit 32 milliards en 2022 (sur 58 milliards).

Elle prend également en considération le financement, accordé aux États membres, de nouvelles infrastructures de transport (1,7 à 14,1 milliards) ; les soutiens, fournis par le Fonds européen de développement régional (FEDR) ou le Fonds de cohésion, aux infrastructures hydrauliques (1,3 à 2 milliards) ; ainsi que certaines aides (59 à 138 millions) fournies par le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA). Et ce, sans compter les aides à des projets énergétiques impactant les forêts (centrales à biomasse) ou les cours d'eau (centrales hydroélectriques) et le montant des exonérations à la taxe sur le kérosène pour les bateaux de pêche.

## Trouver 19 milliards d'euros

En revanche, le WWF remarque que le manque de financements nécessaires à la bonne mise en œuvre de la Stratégie 2030 de l'UE pour la biodiversité demeure. Comme l'estimait la Commission elle-même dans une étude (2) parue en mai 2022, 48 milliards d'euros par an sont nécessaires pour y parvenir – soit, plus que les 20 milliards escomptés initialement par cette stratégie en 2020. Or, les dépenses annuelles de Bruxelles, des États membres et d'acteurs privés en faveur de la biodiversité ne se montent qu'à 29 milliards, poussant l'Europe à combler un écart de 19 milliards.

Par conséquent, le WWF appelle notamment la Commission à intégrer « *l'absence de préjudice important* », l'un des critères de la taxonomie européenne, aux actions financées par son budget et d'exclure les aides adressées aux secteurs « *toujours nocifs pour l'environnement* ». Elle demande également aux pays du Vieux Continent « *d'adopter et d'implémenter* » leurs plans d'action ou stratégies nationales pour la biodiversité d'ici à la COP 16 de la Convention pour la diversité biologique, à l'automne prochain.



**Félix Gouty**, journaliste  
Rédacteur spécialisé

Publié le 21/05/2024 – Actu Environnement